

plus sérieuses, — n'a été qu'un indice de la stagnation générale du commerce par tout le monde, résultant, jusqu'à un certain point de l'excès de production ; et cet excès de production est dû à ce merveilleux pouvoir accumulateur des machines à fabriquer dont j'ai parlé tout à l'heure. Il y a là un problème qui ne ressort pas de cette discussion, mais avec lequel les hommes d'Etat auront à compter, à l'avenir. Là où les industries manufacturières seront soutenues par les deniers publics, comme la chose se pratique aux Etats-Unis, et comme on menace de le faire ici, il sera du devoir de ces hommes d'Etat de trouver un marché pour les produits des fabriques. Je crois qu'il sera impossible de trouver ce marché, et, le trouvât-on, les pays qui ont maintenant le plus grand contrôle sur la matière qui sert à la fabrication de la plupart des objets d'usage domestique, et sur les produits de l'industrie agricole, seront ceux qui remporteront l'avantage dans ce concours. Avec l'ancien tarif, nous pouvons ou nous avons pu expédier beaucoup d'articles en Australie, à la Nouvelle-Zélande, quelques-uns même au Cap de Bonne-Espérance, et en d'autres lieux éloignés ; eh ! bien, je suis parfaitement sûr qu'avant que le présent tarif ait été en vigueur pendant deux ans, ce genre d'exportation va cesser, et il nous sera impossible de faire aucun commerce à l'étranger. Nous pourrions conserver notre propre marché ; nous l'avons déjà presque exclusivement. Mais pour créer de la richesse, il nous faut vendre les produits de nos fabriques à l'étranger. Et comment pourrions-nous y arriver, si toutes les autres nations adoptent la même politique que nous ? Si elle est juste pour nous, elle est également juste pour les autres, qui, actuellement, obtiennent l'admission de beaucoup d'articles en Angleterre francs de droits. Supposons que l'Angleterre adopte votre politique et dise : l'Angleterre pour les anglais, que les canadiens et les autres colonies se tirent d'affaire tout seuls. Si l'Angleterre parlait ainsi, où irions-nous chercher un marché ? Si toutes les autres colonies anglaises parlaient ainsi, où encore, irions-nous trouver un marché ? Mais le fait est que beaucoup de ces colonies, ou même presque toutes, je crois à l'exception de Victoria, suivent aujour-

d'hui l'exemple de la mère-patrie ; et ces colonies, qui maintiennent un système convenable de législation, seront celles qui pourront produire à meilleur marché, et contrôler le marché de leurs voisins ; tandis que notre législation, personne ne le nie, rendra nos produits fabriqués plus chers. Chaque article manufacturé va nécessairement augmenter de prix, car c'est là l'objet même de la législation qui est imposée au pays, et, quand cela sera arrivé, vous ne pourrez plus expédier vos produits nulle part.

M. ROCHESTER : Non.

M. MACKENZIE : J'entends l'honorable député de Carleton dire non. Moi aussi, je dis non, dans un certain sens, comme je l'ai dit ailleurs ; je sais que cette politique va amener une calamité. Il y aura un regain temporaire de prospérité, chez les fabricants, mais ce ne sera que pour un temps très court ; car, alors, l'effet naturel de cette concurrence malsaine est activé par un système de primes, puisque il y a vraiment ici un système de primes ; et, au fonds, j'aimerais mille fois mieux payer à chaque fabricant une certaine somme à titre de primes, que desoustraire cet argent au peuple comme on va le lui enlever par cette politique, dans le but, ainsi que le disent quelques honorables messieurs, de donner l'élan à la prospérité du pays ; or, quand cette compétition malsaine aura été ainsi activée par des moyens artificiels, on verra que les fabricants succomberont, et seront heureux de pouvoir vendre leurs produits fabriqués à tout prix. C'est alors qu'il se produira une réaction dans les sentiments du pays, comme elle se produit maintenant aux Etats-Unis ; on s'apercevra qu'on a adopté un système malsain et irrationnel, et il y aura un retour vers le système de saine législation que je regrette de ne pas dire, nous abandonnons aujourd'hui. Il y a, dans ce tarif, beaucoup d'anomalies dont j'aurais aimé à parler, mais il me serait difficile de le faire ce soir, bien que je compte y revenir, quand nous discuterons chaque item séparément. Je pourrai alors montrer l'extrême rigueur avec laquelle on traite le pays dans le but de protéger quelques manufactures insignifiantes. On va nous faire payer des sommes exorbitantes pour des manufactures qui exis-